

## **Non à la signature d'un accord de politique de sécurité entre la Suisse et Israël!**

### **Non à une prime scandaleuse à la colonisation et aux violations du droit international par Israël!**

Le 24 janvier 2013, le président de la Confédération et chef du département de la défense Ueli Maurer se retrouvera au Forum économique mondial (WEF) de Davos avec ses deux homologues israéliens, le président Shimon Peres et le ministre de la défense Ehud Barak pour signer un « mémorandum d'intentions ».

D'après les quelques informations confirmées par le Département de la défense, l'accord porterait sur le développement de la collaboration en matière d'armement, de formation de la troupe, de sécurité de l'espace aérien, d'échanges d'informations et expériences scientifiques, y compris sur des « appareils militaires». Il y a fort à parier que ce mémorandum porte également sur l'achat par l'armée suisse de nouveaux drones de fabrication israélienne.

### **La signature de cet accord par le Président de la Confédération suisse est scandaleuse pour plusieurs motifs :**

- **Elle constitue une prime à la colonisation et à la violation continue du droit international par Israël.** Alors que le gouvernement israélien intensifie la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, qu'il continue de confisquer les terres, de démolir des maisons, d'entraver très gravement la liberté de mouvement des Palestiniens et qu'il continue d'imposer le blocus de la bande de Gaza, la signature d'un accord en matière de politique de sécurité avec la Suisse donne une légitimation aux violations du droit international et des droits humains par Israël.
- **Elle contredit gravement l'engagement de la Suisse pour une paix juste et durable au Proche-Orient, fondée sur le droit international.** Alors que la Suisse prétend s'engager pour le respect des droits humains et l'application du droit international, entre autres des Conventions de Genève dont elle est l'Etat dépositaire, l'intensification de sa collaboration militaire avec l'Etat israélien, responsable de violations graves et systématiques des Conventions de Genève, décrédibilisent et portent un préjudice irrémédiable aux engagements de politique de paix de la Suisse.
- **Le contenu exact de l'accord de la Suisse avec l'une des parties au conflit au Proche-Orient n'est pas connu du public.** Quelle est la portée réelle de l'accord? Fixe-t-il préalablement et en dehors du processus parlementaire les conditions d'achat des drones de fabrication israélienne pour l'armée suisse? Quelles connaissances en matière sécuritaire la Suisse cherche-t-elle à acquérir? Le manque de transparence sur des questions aussi importantes de la politique suisse est inacceptable et anti-démocratique.

#### **Les organisations suivantes dénoncent la signature de cet accord: (état au 23. Janv)**

Arab Group for Development and national Empowerment-Genève, Association de la communauté palestinienne en Suisse, Association des parrainages d'enfants de Palestine, Association Suisse-Palestine ASP, BADIL – Genève, BDS-Suisse, cfd – l'ONG féministe pour la paix, CETIM Centre Europe-Tiers Monde, Cercle culturel palestinien, Collectif Urgence Palestine CUP-Genève, CUP-Neuchâtel, CUP-Nyon-La Côte, CUP-Vaud, Communauté genevoise d'action syndicale CGAS, Droit au retour DAR, Droit pour Tous, Femmes en Noir, Groupe pour une Suisse sans armée GSsA, Jeunesse socialiste suisse, Jewish Voice for a just Peace between Israel and Palestine JVJP, Les Jeunes Vert-e-s Suisse, Ligue suisse des Droits de l'Homme Genève, Parti écologiste suisse - Les Verts, Parti socialiste suisse PSS, Syndicat interprofessionnel des travailleurs et travailleuses Sit, Syndicat des services publics SSP Genève, solidaritéS, Unia-Genève, Veille bernoise pour une paix juste en Palestine/Israël